

(presque) BH

le bulletin (presque) haïssable* de SUD Lutte de Classes éducation

(*Comme on dit au Québec pour exprimer la taquinerie)

1- « Il me convient d'être avec les peuples qui meurent, je vous plains d'être avec les rois qui tuent. »*

Le procureur général de la Cour pénale internationale (CPI) a requis, lundi 20 mai, des mandats d'arrêt à l'encontre de Benyamin Netanyahu, le chef du gouvernement israélien, et de Yoav Gallant, le ministre de la Défense, pour des présomptions de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à Gaza.

Depuis, ce « cher Bibi », comme l'appelait encore récemment Macron, passe pépouz au JT de TF1 et continue de massacrer les civils de Gaza. Netanyahu et tous ses soutiens à sa traîne, disent faire la guerre au Hamas qu'ils ont pourtant soutenu ces dernières années. Pour rappel, en 2019, Netanyahu déclarait tranquillement que « *quiconque veut contrecarrer la création d'un Etat Palestinien doit soutenir le renforcement du Hamas et transférer de l'argent au Hamas. Cela fait partie de notre stratégie* ». Cette stratégie a été confirmée par Avi Primor, ex-ambassadeur d'Israël, dans une interview télévisée : « *C'est le gouvernement israélien, c'est nous qui avons créé le Hamas, afin de créer un poids contre le Fatah* ».

Pendant ce temps-là, que fait notre génie-des-génies, soleil du XXIème siècle, guide à l'inepugnable beauté ? De son Elysée, il vend des armes qui font mourir. Il s'émeut en même temps de tous ces civils morts, Bibi y va un peu fort. Ça ne l'empêche pas de vendre encore plus d'armes et de s'émouvoir encore et encore de tous ces morts. Trop occupé à vendre et s'émouvoir en même temps, il ne lui vient peut-être même pas à l'idée qu'un jour viendra, nous l'espérons, où la CPI aura à juger les complices du génocide actuel.

Nous n'acceptons pas de rester les bras croisés, un génocide ça ne se regarde pas, ça se combat ([rdv dans l'académie](#)) !

*Victor Hugo 9 septembre 1870. *Actes et Paroles. Depuis l'exil* (1876)

2- Phoque des savoirs :

Après trois kirs, Nicole a bien proposé « Fuck des savoirs » mais Gabriel l'a sermonnée. Il faut vendre un truc sérieux qui va permettre de bien trier les mouflets (encore plus qu'avant disons...), désorganiser les équipes enseignantes, les contraindre à uniformiser leurs pratiques et faire définitivement la guerre aux gosses, surtout les pauvres. Ce sera le « [Choc des savoirs](#) » a dit Gaby.

Notre commission « *déontologie animaliste, parpaing ligérien et humour léger pour malentendant* » a bossé de son côté et, après 12 kirs (Nicole p'tite joueuse), a sorti un gros phoque. En mai on fait ça, qui nous plaît, en juin on ne collabore plus à rien (d'où les points 4 et 5). **Contre le Choc des Savoirs, la seule réponse pour gagner c'est la grève reconductible, maintenant : des examens ! des corrections ! etc. Jusqu'à satisfaction** (voir [notre préavis de grève permanent ici](#))



3- Non-remplacements dans les écoles :

Février 2024 : après plusieurs semaines éprouvantes à accueillir chaque semaine plusieurs élèves (jusqu'à 11!) dans leurs classes en raison du manque de remplaçants, les collègues d'une école du centre-ville grenoblois disent stop. Réunis en Conseil des Maîtres, ils interpellent unanimement leur IEN, annonçant que dorénavant, les élèves des collègues absents pour raisons prévisibles (formation, maladie de plus de 2 jours,... par exemple) ne seront pas accueillis dans les classes. Le Code de l'Education, dans le cadre de son article L133-1 découlant de la loi 2008-790 du 20 août 2008 institue un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire. Ce dernier impose effectivement une obligation d'accueil à l'école « *lorsque ces enseignements ne peuvent lui être délivrés en raison de l'absence imprévisible de son professeur et de l'impossibilité de le remplacer.* »

Pour les absences prévisibles, rien d'obligatoire !

Remontés comme des coucous et ayant le soutien massif des parents d'élèves, nos collègues ont eu droit à une visite de leur IEN préférée, venue tenter de les caresser dans le sens du poil à coup de « valeurs partagées », d'une certaine idée de notre belle République et des gentils enseignants dont le dévouement n'a pas de limite, blablabla : aucun argument réglementaire. Une autoroute s'ouvrait. Les collègues attendaient maintenant un soutien intersyndical. Forts de l'énergie mise par cette équipe, nous avons interpellé l'intersyndicale iséroise. Il n'en est sorti, pour l'instant, qu'une pétition et une demande d'audience avec le DASEN à suivre. C'est un premier pas. **Nous devons instaurer un véritable rapport de force avec le Rectorat. Pour cela, nous ne saurions trop vous encourager à discuter, dans chaque école de l'académie, de ces motions de refus de prise en charge des élèves et à interpeler les syndicats pour qu'une consigne la plus large possible puisse voir le jour rapidement.**

[Modèle de motion de Conseil des Maîtres et Conseil d'école à retrouver ici](#). Nous mettre en copie (voir contact plus haut).

4- « Si tu vas dans l'mauvais sens, re-vas dans l'bon sens ! »

Une citation clairvoyante, un conseil judicieux, tout bête, pour vous encourager à [cliquer ici et à refuser la correction numérique des copies d'examens](#). Pourquoi ? Parce que « *c'est d'la marde* » comme on dit au Québec. De rien.

5- Le Sabotage c'est quoi ?

Définition (Wikipédia) : Action de détériorer, mettre hors d'usage volontairement et le plus souvent clandestinement, du matériel, des machines, ou de désorganiser et de compromettre le succès d'un projet, d'une puissance politique ou d'une entreprise.

Non non rien, c'est juste des collègues qui en parlaient l'autre jour à la machine à café. En gros ça disait « *on n'a pas de sabots à mettre dans les machines mais on a des idées rigolotes pour bien foutre le bazar dans le phoque des savoirs et faire tourner chèvre les chefs qui nous empapaouètent comme on dit au Québec !* »

On dit ça, on dit rien.

6- Moins haut, moins vite, moins fort

La Maire d'Ouille n'en revient pas. Elle n'arrive toujours pas à faire réparer le toit de l'école de son village mais elle apprend que notre gouvernement démocratiquement élu de la République Liberté Égalité Fraternité vient d'envoyer à tous les gosses du pays une belle propagande des jozolimpik sur papier glacé (plaisir de retrouver Amélie qui nous manque tant...) et une pièce de 2 balles. **Coût total : 16 millions d'euros** (L'équivalent de 300 postes).

Le Maire d'Hié n'en revient pas. Il est contraint d'augmenter le prix de la cantine pour les élèves de son bled mais il apprend que ça s'mouche pas du coude là-haut en 2024 : augmentations du budget de l'assemblée nationale (+6%), de l'Elysée (+11%) et du Conseil constitutionnel (+34%).

Les Maires méditent erranés, comme on dit au Québec.

7- In BRUNO we trust !

Ah ça, on peut lui faire confiance à Bruno Lemaire quand il s'agit de niaiser, comme on dit au Québec. « *J'ai sauvé l'économie française* » a-t-il déclaré pépère le 31 mai sur BFM. Le gars il a arrosé les patrons et les rentiers (gavés de dividendes proportionnellement aux aides publiques perçues) avec notre pognon et il se la pète. Au resto c'est le gars qui va balancer un « *C'est pour moi hein !* » bien sonore quand tout le monde aura fini de payer. Il ose tout Bruno, c'est à ça qu'on le reconnaît.

8- Macron et Attal nous font la guerre :

S'attaquer aux fraudeurs c'est s'attaquer aux patrons voyous, aux exilés fiscaux, aux ministres de son gouvernement mis en examens. Mais ils préfèrent s'attaquer aux travailleuses et travailleurs, aux chômeurs et aux chômeuses, à nous toutes et tous. Ils préfèrent supprimer les indemnités pour les arrêts maladie de moins de 8 jours, voler les pauvres et arroser les riches, désosser nos droits à la pelleteuse libérale. Ça leur plaît certainement. Jouissance perverse des rois qui tuent.